

Interview à propos de la traduction chinoise du [Capitalisme en 10 leçons](#)

Michel Husson, à paraître dans [参考消息](#) [cankaoxiaoxi]

Comment avez-vous eu l'idée d'écrire ce livre et quelle en est la principale conclusion ?

Ce livre est le fruit d'une commande de mon éditeur qui m'a, dans un premier temps, semblé trop ambitieuse. Il m'a ensuite convaincu que je pourrais rassembler divers travaux pour faire un livre original, en combinant des approches thématiques différentes, certaines plus théoriques et d'autres plus analytiques. D'où l'idée de les présenter sous forme de « leçons ». La thèse générale pourrait être la suivante : le dynamisme du capitalisme tend à s'épuiser, et il a de plus en plus de mal à répondre aux besoins sociaux objectifs et, dimension supplémentaire, à faire face au défi environnemental. Je dois ajouter que ce livre témoigne de l'intégration progressive de deux thématiques importantes à l'analyse du capitalisme contemporain : d'une part, les implications du changement climatique, et, d'autre part, ce que l'on pourrait appeler le « grand basculement » du monde. Dans ce dernier processus, la Chine occupe une place centrale et encourage les économistes critiques européens ou nord-américains à élargir leur point de vue, au-delà du cercle des « vieux pays capitalistes ».

Stagnation, surendettement, chômage endémique, austérité et souffrance sociale. La crise actuelle montre que le capitalisme est entré, selon vous dans une phase de « régulation chaotique ». Le déclin du capitalisme est donc inévitable ?

Il faudrait ajouter aux éléments que vous citez les déséquilibres mondiaux, et, surplombant le tout, le défi climatique. Le terme de « régulation chaotique » est contradictoire en soi, mais il veut souligner la nécessité de combiner deux constats. D'un côté, il existe un écart croissant entre les besoins sociaux et le mode capitaliste de satisfaction de ces besoins : les seuls besoins reconnus comme légitimes par la logique capitaliste sont ceux qui peuvent être satisfaits par une offre de marchandises rentables. C'est ce qui explique, par exemple, la tendance générale à la privatisation et à la réduction des dépenses publiques en Europe, et il est frappant de voir que la crise devient une opportunité pour accélérer cette tendance. Mais, d'un autre côté, le capitalisme ne tombera pas comme un fruit mûr et il cherche à tout prix à se perpétuer. Dans le livre, je reprends une périodisation classique qui distingue la phase du capitalisme régulé, de 1950 à 1980, et la phase du capitalisme néolibéral qui se met en place ensuite. La leçon de la crise actuelle est au fond que le mode de fonctionnement du capitalisme néolibéral n'est plus viable, mais qu'un retour au capitalisme régulé est hors de portée, notamment en

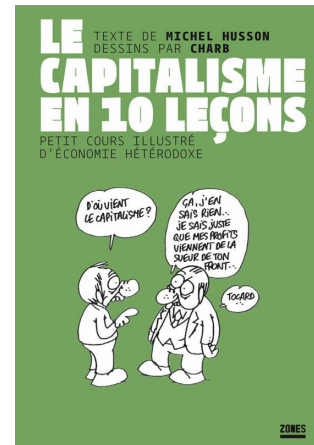
raison de l'état des rapports de force sociaux. On aurait pu penser que la crise aurait conduit à un tel retour à plus de régulation, mais force est de constater que c'est le contraire qui se passe, et que tout est fait pour revenir au *business as usual*, ce qui ne peut se faire qu'au prix d'une régression sociale.

L'ère de la consommation de masse selon Whitman Rostow, le communisme selon le matérialisme historique : mais d'après vous, quel sera le point d'aboutissement du développement des forces productives ? ou plus précisément, quel système va succéder au capitalisme ?

Ce livre est en grande partie d'inspiration marxiste, mais il s'agit, du moins je l'espère, d'un marxisme vivant, débarrassé de tout mécanisme. C'est pourquoi il me semble impossible de discerner aucune tendance qui conduirait à un effondrement final du capitalisme, et par suite à son

dépassement spontané et automatique, en dépit de ses graves dysfonctionnements. L'alternative formulée par Rosa Luxemburg (« Socialisme ou barbarie ») est malheureusement d'actualité et mon livre se termine d'ailleurs sur une note pessimiste. Ce pessimisme se nourrit aussi des menaces du changement climatique, que j'ai mis beaucoup de temps à prendre en compte dans mes analyses. Mais pour reprendre une autre formule célèbre, il faut, comme le disait Gramsci, allier « le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté », ce qui suppose d'imaginer des perspectives d'alternative.

La principale me semble être la suivante : opposer à la logique de la marchandise celle des biens communs. Je prends l'exemple des médicaments contre le Sida. Dans la logique marchande, l'objectif est de rentabiliser les investissements des laboratoires pharmaceutiques. Mais si l'on considère que la santé est un bien commun, on cherchera alors à maximiser le nombre de patients soignés et non le profit associé à ces médicaments. Historiquement, je soutiens que le progrès social est toujours passé par la socialisation et donc par une « démarchandisation » pour reprendre le terme de Karl Polanyi. Pour prendre un autre exemple, les systèmes publics de retraite ou de santé contribuent à réduire les inégalités, tandis que les assurances privées et les fonds de pension tendent à les



creuser. Il y a de ce point de vue une opposition radicale entre deux principes d'efficacité. L'alternative, en un mot, serait un « écosocialisme » dont le principe d'efficacité repose, comme j'essaie de le montrer dans le livre, sur la démocratie sociale : les priorités de la société doivent être établies par la délibération démocratique, et non par les choix d'investissement des propriétaires privés des moyens de production.

On observe depuis des années les signes d'un basculement du centre du monde de l'Occident vers l'Orient, et nul ne peut nier que la Chine a joué un rôle essentiel dans ce processus.

D'après quelles sont les causes du succès de la Chine ?

Ce basculement est en effet un phénomène majeur auquel je consacre un chapitre où je parle d'un axe Chine/Etats-Unis et d'une « nouvelle cartographie du monde ». Même si le phénomène des pays dits « émergents » est plus large que l'essor de la Chine, elle y tient une place absolument centrale. Je montre aussi que ce mouvement boucle la boucle et que la Chine a à peu près retrouvé aujourd'hui le poids dans l'économie mondiale qui était le sien à la naissance du capitalisme, au début du XIX^{ème} siècle. Ses succès reposent d'abord sur une politique industrielle et commerciale maîtrisée sous l'égide de l'Etat, bien loin des préceptes néolibéraux. Elle a permis à la Chine d'améliorer sa spécialisation. Dans un précédent ouvrage (*Un pur capitalisme*), je citais Dani Rodrik, économiste à Harvard, qui montrait que le degré de spécialisation de la Chine est aujourd'hui comparable à celui de pays au revenu par tête trois fois plus élevé. C'est ce que j'appelle l'« effet boomerang » de la mondialisation qui vaut aussi pour d'autres pays émergents. Mais il faut souligner que ces impressionnants succès reposent aussi sur une configuration particulière de l'axe Chine/USA. Pris comme un tout, ces deux pays ont fonctionné de manière complémentaire : en schématisant, les excédents chinois ont financé les déficits américains. De plus, les économies sont imbriquées, dans la mesure où une partie des exportations chinoises est réalisée par des *joint ventures* avec des firmes américaines.

Quels sont les défis que la Chine devra affronter dans les années qui viennent ? Avez-vous des suggestions pour la Chine en la matière ?

Si j'ai insisté sur les deux facteurs de succès de la Chine, c'est aussi parce qu'ils ne sont probablement pas susceptibles d'être prolongés indéfiniment. Le ralentissement de la croissance aux Etats-Unis, et surtout en Europe, a déjà eu pour effet de réduire le surplus commercial de la Chine et la priorité aux exportations par rapport au marché intérieur conduit à des distorsions dans la dynamique de l'économie chinoise.

Plusieurs économistes, en Europe, soulignent aussi le risque de suraccumulation en Chine et de maintien des inégalités sociales. Ajoutons deux éléments de risque : le risque démographique, avec le vieillissement de la population et la question des retraites, et le risque énergétique qui porte à la fois sur l'approvisionnement et sur le changement climatique. Tout cela est évidemment bien connu en Chine, et il serait présomptueux de ma part de faire des recommandations. Je m'en tiendrai plutôt à un pronostic : la pérennité de la réussite chinoise passe par à une réorientation de l'économie vers un marché intérieur alimenté par une politique de revenus visant à réduire les inégalités. Les salaires progressent rapidement en Chine, à tel point que des études (par exemple celle du [Boston Consulting Group](#)) prévoient un mouvement de relocalisation de certaines activités aux Etats-Unis. Ce serait un facteur important de résorption des déséquilibres mondiaux, qui pourrait s'accompagner aussi d'un recentrage sur la zone asiatique. Enfin, la Chine a une responsabilité majeure dans la transition énergétique, et les orientations du 12^{ème} plan montrent que cette option est prise en compte : la question-clé est sans doute celle de la substitution d'autres sources d'énergie au charbon, et le développement du photovoltaïque ou de l'éolien est de ce point de vue un signe positif.

Tout en développant le marché, la Chine garde ses banques, sa monnaie, l'éducation, les transports, la santé, des secteurs clés de la production à l'Etat et adopte une certaine forme de planification en opposition au tout marché (naissance, santé, production, écologie, énergie, infrastructures, etc.). Cette voie du « socialisme à la chinoise » mènera-t-elle à une victoire contre le capitalisme ?

Vue d'Europe, la Chine apparaît comme une combinaison très spécifique, d'un point de vue historique, de recours au marché et à la planification, ou encore de capitalisme et de socialisme. Comme je le signalais plus haut, je me garde d'un déterminisme trop mécanique et je m'en tiendrais plutôt à cette hypothèse : par nature, une telle combinaison n'est pas durable et elle doit pencher d'un côté ou de l'autre. Tel est le débat central. L'année dernière un groupe d'économistes de la Banque mondiale et du Centre de recherche sur le développement du Conseil d'Etat chinois ont produit un rapport conjoint intitulé [Chine 2030 : construire une société à hauts revenus, moderne, harmonieuse et inventive](#). Il avançait six orientations stratégiques : la première propose d'« achever la transition vers une économie de marché », et une autre d'« élargir à toutes les personnes l'accès à l'emploi et aux services tels que la santé, l'éducation ». C'est de l'articulation concrète entre ces deux orientations que dépend la trajectoire de la Chine vers une forme moderne de socialisme où la prise en compte des besoins humains (sociaux et écologiques) doit occuper une place stratégique centrale.